

AU CEA, ÉLECTIONS CSE ET CA SUR FOND D'ALERTE ORANGE SUR LES BUDGETS, ET ROUGE SUR LES ACTIVITÉS NUCLÉAIRES !

**Au mois de juin les salarié.e.s du CEA éliront leurs représentants en
IRP, au conseil d'administration et au Conseil National de
l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER).**

Face aux incertitudes qui entourent l'avenir du CEA, la CGT a à cœur de progresser afin de porter plus efficacement les aspirations légitimes des salarié.e.s et défendre l'entreprise en tant qu'organisme public de R&D à caractère pluridisciplinaire.

Poursuite de la baisse des financements de l'Etat

À demi-mots, la Direction du CEA prépare les salariés à de probables nouvelles baisses de financement de l'Etat. Sur la table des négociations : aménagement de la grille des classifications, baisse de la dotation dédiée aux augmentations salariales, individualisation complète de l'évolution de carrière. Comme beaucoup de salariés, la CGT ressent les orientations affichées comme un déni de la qualité du travail fourni. Une mobilisation sans faille sera nécessaire pour conserver les garanties collectives.

Quelle pérennité du CEA ?

Sur l'avenir du CEA, la plus grande vigilance s'impose. La baisse des moyens sans aucun fondement scientifique est un danger et les arbitrages à venir, inconnus aujourd'hui, seront soumis au diktat de la finance poursuivi par le gouvernement. De nombreuses recherches nécessitent des investissements lourds et des temps longs pour les amener à maturité, bien plus long qu'un mandat politique. En conséquence, il faut déconnecter les besoins de financement des logiques électoralistes, pour sanctuariser le rôle du CEA dans l'innovation technique et scientifique au service de la création de richesses nationales. La CGT appelle les salariés à soutenir les candidats qu'elle présente pour obtenir des budgets donnant au CEA des moyens à la hauteur de ses missions, des besoins et des défis.

Abandon des RNR, d'Astrid et rupture avec l'Histoire

La recherche sur les réacteurs à neutrons rapides (RNR) et la fermeture du cycle du combustible est une des missions historiques du CEA. Aboutir à un prototype de RNR, c'est rendre durable la gestion du nucléaire. Un nucléaire, qui n'a déjà pas bonne presse, risquerait un rejet populaire massif si la France devait entériner l'abandon de ces recherches. Aujourd'hui l'investissement dans le futur prototype ASTRID est considéré comme trop coûteux par le gouvernement, et trop lointain pour une application industrielle (en fin de siècle). Le CEA devrait se contenter d'entretenir les compétences scientifiques par de vastes programmes de simulation. Or cela nécessiterait des vérifications expérimentales, y compris pour développer et maintenir les savoir-faire. La France devra-t-elle dépendre de constructeurs étrangers pour disposer un jour de RNRs ? Dans ce contexte, la CGT réclame à l'Etat de revenir sur la décision d'abandonner ASTRID, et de développer les conditions de nouveaux partenariats internationaux.

Le manque de financement du réacteur Jules Horowitz (RJH) étrangle les budgets

La construction de ce réacteur expérimental ira à son terme, mais les financements restants incomberaient pour 30% à la Direction de l'Energie Nucléaire (DEN), ce qui handicape lourdement les projets de construction d'un nouveau labo chaud et d'outils de qualification. Sans cela, le CEA ne pourra pas fournir, ni garantir des technologies innovantes aux industriels du secteur. Difficultés financières et retards successifs sur les projets font courir un risque sur les programmes à venir. Une insuffisance d'utilisation du RJH conduirait à des surcoûts insoutenables pour le CEA et ses partenaires : ce n'est pas la production de radio-isotopes à usage médical qui sauvera les budgets d'exploitation. La CGT du CEA, en appelle à l'Etat pour desserrer l'étau qui étouffe la recherche nucléaire et toute la filière industrielle qui en dépend.